

QUE madame Danielle Tremblay ainsi que messieurs Gilles Fortin et Jean-Simon Gosselin, à titre de commissaires de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse, reçoivent des honoraires de 800 \$ par jour travaillé établis sur la base d'une journée de sept heures de travail;

QUE madame Lesley Hill, à titre de commissaire de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse, continue de recevoir sa rémunération comme directrice – programme jeunesse au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal;

QUE monsieur Jean-Marc Potvin, à titre de commissaire de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse, continue de recevoir la rémunération prévue au décret numéro 674-2018 du 30 mai 2018 jusqu'au 30 septembre 2019;

QUE monsieur Jean-Marc Potvin, à titre de commissaire de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse, reçoive, à compter du 1^{er} octobre 2019, des honoraires de 800 \$ par jour travaillé établis sur la base d'une journée de sept heures de travail;

QUE les honoraires versés en vertu du présent décret à un retraité du secteur public, tel que défini à l'annexe 1 des Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées, soient réduits d'un montant équivalent à la moitié de la rente de retraite qu'il reçoit pour ses années de services dans ce secteur, le cas échéant;

QUE mesdames Lesley Hill et Danielle Tremblay ainsi que messieurs Gilles Fortin, Jean-Simon Gosselin et Jean-Marc Potvin soient remboursés des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de leurs fonctions, conformément aux Règles sur les frais de déplacement des présidents, vice-présidents et membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

71067

Gouvernement du Québec

Décret 813-2019, 8 juillet 2019

CONCERNANT l'approbation du Protocole d'entente tripartite dans le cadre du processus de gouvernance en santé et en services sociaux des Premières Nations au Québec entre le gouvernement du Québec, l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador et le gouvernement du Canada

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec, l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador et le gouvernement du Canada participent à l'élaboration d'un modèle de gouvernance en santé et en services sociaux adapté aux réalités et aux besoins des Premières Nations au Québec;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec, l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador et le gouvernement du Canada désirent, dans le cadre d'un protocole d'entente tripartite, consolider et préciser un partenariat tripartite de collaboration et de coordination en vue de l'élaboration d'un tel modèle de gouvernance;

ATTENDU QUE ce protocole constitue une entente en matière d'affaires autochtones visée à l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par la ministre responsable des Affaires autochtones;

ATTENDU QUE ce protocole constitue également une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants, du ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, de la ministre de la Santé et des Services sociaux, de la ministre responsable des Affaires autochtones et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE soit approuvé le Protocole d'entente tripartite dans le cadre du processus de gouvernance en santé et en services sociaux des Premières Nations au Québec entre le gouvernement du Québec, l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador et le gouvernement du Canada, lequel sera substantiellement conforme au projet de protocole joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

71068

Gouvernement du Québec

Décret 814-2019, 8 juillet 2019

CONCERNANT l'approbation de l'Entente visant la mise en œuvre au Québec du volet Capacité communautaire et innovation dans le cadre du programme Vers un chez-soi

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec souhaitent conclure l'Entente visant la mise en œuvre au Québec du volet Capacité communautaire et innovation dans le cadre du programme Vers un chez-soi afin que le gouvernement du Québec puisse bénéficier de la contribution financière du gouvernement du Canada pour la réalisation d'activités d'analyse et de consultation dans les communautés désignées pouvant mener à la conception d'un modèle d'accès coordonné qui soit cohérent avec les priorités et orientations du Québec pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 décembre 2021;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 10 de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (chapitre M-19.2) la ministre de la Santé et des Services sociaux peut, conformément à la loi, conclure des ententes avec tout gouvernement, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation pour l'application de cette loi ou d'une loi qui relève de sa compétence;

ATTENDU QUE l'Entente visant la mise en œuvre au Québec du volet Capacité communautaire et innovation dans le cadre du programme Vers un chez-soi constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Santé et des Services sociaux et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE soit approuvée l'Entente visant la mise en œuvre au Québec du volet Capacité communautaire et innovation dans le cadre du programme Vers un chez-soi, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

71069

Gouvernement du Québec

Décret 815-2019, 8 juillet 2019

CONCERNANT l'acquisition par expropriation d'un bien pour la construction ou la reconstruction du pontceau P-0176-1, sur la route 170, situé sur le territoire de la ville de Saguenay

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12 de la Loi sur la voirie (chapitre V-9), le ministre des Transports peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine de l'État;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée préalablement par le gouvernement aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE, pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre des Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les biens requis à cet effet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports :